

# Panoramique et gros-plan sur l'opération coup d'arrêt Un grand Reportage de Latimer Rangers

Le Premier ministre Kolo Roger a regagné récemment à Amboasary-Sud afin d'assister à la cérémonie de ce que l'on a qualifié de « *reddition des dahalo contre nourriture !* ». De nombreux observateurs avisés ne croient pas à cette farce qui relève plutôt de la mise en scène, sinon de la bouffonnerie. Certes, tout le monde est plus ou moins d'accord pour admettre que la persistance de l'insécurité dans le Sud, est une épine dans le pied du gouvernement, qu'il convient d'arracher au plus vite, autant que faire se peut. Car il y va de son aura et de sa crédibilité vis-à-vis des



bailleurs de fonds qui ne sont pas légion à se bousculer au portillon. Les finances de l'Etat étant à sec, tous les ingrédients ont été mis en branle, explorés les voies et moyens pour éteindre ce récurrent et lointain incendie. Les séminaires, les colloques, et les ateliers n'ont pas été d'un quelconque secours pour éteindre le brasier. Bien avant son accession à la primature, j'ai eu d'excellentes relations de franche camaraderie avec M. Kolo Roger et avec son grand-frère Kolo Roland, le sénateur. Et c'est justement à sa demande à titre officieux, et aussi pour mon propre compte, que les mois d'août, septembre et toute la première quinzaine d'octobre 2014, que je me trouvais dans le Sud, pour enquêter sur le déroulement de l'Opération « *coup d'arrêt* ». Il m'a gratifié de 380 litres de gas-oil pour lui apporter des informations de première main. Sa sollicitation n'a rien de quoi surprendre, et ce n'est certes pas qu'il ne fait pas confiance en ses éminents conseillers, en ses experts-spécialistes chevronnés en matière de défense et de renseignement, loin s'en faut, mais plutôt simplement parce que le morondavien de Namahora pense que, étant natif du coin, je pourrai apporter un éclairage tout à fait autre par rapport à ceux qu'on lui a ressassés à satiété. Toute proportion gardée, à vue d'œil, et ceci n'engage que mon humble personne, – je trouve que M. Kolo Roger est un Premier ministre « *très entouré* », croulant sous le poids d'un collège de conseillers pléthoriques. A quoi faudrait-il imputer cette fringale d'être ainsi entouré ? Peut-être pour informer le PM du sens des réalités immédiates du pays, dont il semble a priori n'apercevoir que la surface, sans en pénétrer plus avant les causes et les origines lointaines, pour avoir été absent il y a plus de 30 ans. Mais qu'à cela ne tienne, M. Kolo Roger, en multipliant tournées et randonnées, a prouvé que celles-ci n'ont en quoi que ce soit sa détermination, surtout face au contexte ambiant et à la fronde des parlementaires de l'opposition qui ne lui accordent aucun répit. Certes il nous donne l'impression d'être infatigable, mais on ne peut l'être que jusqu'à certain âge où l'on peut encore lire la presse imprimée et écouter l'audio. A ce stade, le morondavien Kolo Roger se trouve à mon sens dans la position du coureur de fond, terriblement seul, avec à ses trousses une meute qui s'est jurée d'avoir sa peau.

Mais assez parlé ! C'est donc à bord de notre camionnette 4x4 Toyota 9355-TAG que je me suis rendu dans les communes rurales d'Ampamata, Andalantanosy, Jafaro, Antanimora-Sud et Ambovombe-Androy, pour vous livrer le reportage que voici :

## DES VILLAGES, DES SENTIERS ET DES COLLINES A L'HEURE DU COUCHANT

### LE REGNE DE L'IMPUNITE

Nous nous trouvons à Antanimora-Sud, chef-lieu d'arrondissement administratif et commune rurale, distante de 62 km à l'Ouest d'Ambovombe, district et chef-lieu de région. Cela fait 950 km, 3 jours et 2 nuits de parcours en autocar d'Antananarivo, par la RN-13. Ce pays des « *renevavey* » qui a vu mourir ses héros de la résistance à

l'occupation coloniale française Tsikanda, fusiller Gike et enterrer Dada Monja, n'entend plus le « *loahanay vy 'zo manda 'zao !* » (nous enfoncerons ce fort à coups de lances !). Même pas à l'occasion de la circoncision cyclique (tous les 7 ans comme aux temps de l'antiquité juive). Droit devant, la montagne Andrambinta dresse toute sa masse au-dessus du désert, promenant en long traveling échevelé ses pierres levées et étageant ses tombes hiératiques. C'est ici que cela se passe, ou du moins c'est à partir de cette localité que le grand tambour des « *hazolava* » bat à tout rompre, tous les jours et toutes les nuits. Bourgade délabrée, parcourue en tous sens par des cochons et des chiens errants, la ville, étale ostensiblement ses rues défoncées, saignées de ravines et de trous béants, sert de réceptacle et des cris de détresse des réfugiés ayant abandonné leurs maisons brûlées, leurs villages incendiés, leurs champs dévastés. Le père Marouto, de nationalité italienne est tout le temps sur le pied de guerre. La mission catholique qui possède, en plus d'un CEG et d'un lycée, un collège d'enseignement primaire tenu par les sœurs, et dont les salles de classe sont transformées la nuit tombée en dortoirs, c'est là que sont accueillis les réfugiés, hommes, vieillards, femmes et enfants, tandis que les moutons, les chèvres, et les bœufs, eux, sont parqués dans la grande cour de récréation, d'où ils ne sortiront qu'au lever du jour.

Dans un pays où plus de 85% de la population sont non seulement des ruraux mais surtout des analphabètes, – et si ce n'est souvent pas le cas, – atteints d'illettrisme, – les gendarmes et les fonctionnaires sont rois, ce qui les expose à accepter n'importe quoi pour éviter d'être arrêtés sans motif, ou encore d'être gardés à vue indéfiniment, enfin pour tout résumer, de ne pas être victimes du non-droit. Car ici, plus que partout ailleurs, du fokontany au maire, du maire au délégué administratif, de la secrétaire de celui-ci aux gendarmes et aux policiers, de ces derniers à la direction de l'administration territoriale, de la sous-préfecture à la chefferie de région, du commandant de brigade à celui du groupement de gendarmerie, de là au procureur, de ce dernier au juge d'instruction, de celui-là au président du tribunal, et tout à l'autre bout de la chaîne, le directeur de l'administration pénitentiaire (pour les repas et les visites des détenus à la maison d'arrêt), toute une corporation de fonctionnaires véreux se donne la main, se ligue, en un combat sans merci, pour dépecer le malheureux paysan-cultivateur-éleveur, celui-là même qui « *à travers la pluie noire des champs* » dirait Paul Fort, trime et crève pour nourrir par son labeur les adeptes de la civilisation de l'écrit.

La carte d'identité nationale n'est délivrée que moyennant 5 000 ariary ; on imagine aisément ce que pourraient coûter les papiers de vaccination, d'attestation d'origine, des passeports de bovidés dont les imprimés sont commandés, achetés à l'Imprimerie Nationale à Antananarivo par le chef de région, qui en donne au chef de district, qui en offre aux délégués administratifs des communes rurales. Et les policiers et les gendarmes qui font le P.B au bord des routes ne peuvent que constater que tous les papiers sont en règle lorsque passent les camions et les convois de troupeaux de bovidés montant sur Antananarivo. Ainsi le vol commence dès le bureau sous le sceau de la légalité. Trafic ou commerce juteux et florissant si l'on en juge par la quotidienne noria des camions et la cadence des troupeaux convoyés. Les commanditaires continuent toujours de jouir d'une confortable et opaque impunité. Car avoir du pouvoir, c'est quoi exactement ? Ne serait-il pas la capacité d'obtenir qu'une décision soit prise ou empêchée ? En tout cas, pour l'heure rien n'indique qu'une solution pérenne ait été trouvée, exceptée peut-être la grande farce de la reddition de dahalo clamée à l'envi sur tous les modes et sur tous les tons. Personne n'y croit, sauf bien sûr les gendarmes qui, aiguillonnés par l'obligation de résultat, organisent toute la mise en scène d'un spectacle pour maquiller leur déconfiture, pour justifier les bavures d'une répression qui continue de creuser un fossé profond de haine entre le pouvoir et son peuple, toute haine ravalée fait sien l'adage arabe qui dit : « *embrasse la main que tu ne peux pas couper !* ». Lanza del vasto dans son ouvrage « Les Fléaux » (Tome 2) – l'a énoncé d'une manière éloquente : « *il n'y a rien de tel que le Droit, car les lois sont les clefs et les leviers du pouvoir et de la Richesse. Celui qui sait les manier est au-dessus du blâme. Il tient le couteau par le manche. Et qui a condamné Jésus et l'a d'ailleurs mis entre deux larrons, sinon les gens de bien, les magistrats, les juges, les prêtres, le gouverneur, le roi, les soldats, et les autres serviteurs de la loi ?* ».

Et s'étant rendu compte que les institutions de l'Etat qui sont sensées les protéger ainsi que leurs biens, ne sont là que pour les dépouiller, les Antandroy ont décidé de voler pour de bon, en sachant que ceux qui s'y adonnent sont toujours relâchés immédiatement. « *Et lorsque l'espace d'une seule nuit, on m'a dépossédé de mes 135 têtes de bétail s'entend, nous réplique Manambala d'Ampamata, 48 ans, père de 13 enfants, 3 épouses, avec quoi, pensez-vous que je pourrai les nourrir et les élever ! Non, je n'accepte pas à ce qu'on me prêche la morale !* ».

Il s'arrête de parler et me montre du doigt, un gendarme circulant à moto et ajoute :

*« Tenez celui-là par exemple, il s'appelle N... il est toujours là, nullement inquiet outre mesure, alors qu'il se trouve à l'origine de la mort d'un chevrier d'Antsakoamaro-Kamisy, un certain Monja Mandilisoa, qu'il a attaché derrière sa moto et l'a traîné ainsi pendant des kilomètres. Le jeune homme trépassa la nuit même de son internement dans une maison à Jafaro. L'affaire du policier sud-africain qui a traîné avec sa voiture le ressortissant mozambicain fait des émules ici chez nous. C'était en 2013. Le mort, dans l'attente du verdict du tribunal d'Ambovombe, n'a pas encore été enseveli. Comme cela n'a pas l'air de plaire aux gendarmes d'Antanimora-Sud, ils somment la famille de la victime pour l'enterrer. « Qui viendra donc au secours des pauvres et des faibles. Personne, plus personne depuis le décès de Dada-Monja, et les forces de l'ordre rééditent ici la sanglante répression de 1971, conduite par le Colonel Ratsimandrava ».*

Le déficit de confiance de la population envers la justice explique les débordements et les morts par immolation par le feu tant à Ambovombe en 2011 qu'à Antanimora en 2011. Et le président de fokontany d'Erada – Tsimagnato a bien raison en affirmant : *« Les gendarmes nous reprochent souvent de ne pas leur livrer les dahalo. C'est vite dit ! Pour que ces dahalo se retournent contre nous quelques jours après leur déferrement. »* Car tout se joue à ce stade précis du processus. Car les gendarmes tiennent le raisonnement suivant : puisque de toute manière, ils seront relâchés aussitôt après leur déferrement, pourquoi nous gêner, en nous servant nous-mêmes dès l'amont de la procédure.

La brigade de gendarmerie d'Antanimora- Sud ne dispose que de 12 soldats armés de Kalachnikov ; faute de moyen de locomotion, elle n'est jamais en opération, refuse de poursuivre les dahalo à condition que les victimes fournissent eux-mêmes le véhicule, le carburant et le viatique. Ce qui équivaut à l'abandon total de la poursuite. Elle s'est donc effacée pour laisser place aux contingents de l'Opération coup d'arrêt, pour la plupart des jeunes de 25 à 35 ans, sans connaissance du pays et du terrain, puisés au pied levé un peu partout à Tsiombe, Beloha, Amboasary, Ambovombe, Bekily, sous la houlette d'un commandant de groupement qualifié par la population de brute sanguinaire, et qui aux dires de hauts fonctionnaires de Tsiombe, Beloha, du député d'Ambovombe, du maire d'Andalantanosy, foulerait aux pieds les principes élémentaires du respect des droits humains et de la présomption d'innocence. La consigne donnée repose sur le postulat que tout porteur d'amulette au cou, aux bras ou aux poignets est un dahalo, que tout possesseur de charme en corne de bœuf, en fiole, en tabatière, doit être assimilé comme tel, quand bien même l'individu incriminé ne fait que remplir ses fonctions de « *mpisoro* » (sacrificateur) de « *hazomanga* », ou de devin-guérisseur (*ombiasa*), home-médecine dit-on pour les Amérindiens. Mieux encore si le quidam aurait été surpris en transes de « *tromba* » et de « *doany* ». En somme une vision négative de la culture de l'autre. Comme si un curé pourrait exercer son sacerdoce sans bible, sans chapelet, sans encensoir, sans croix latine et j'en passe.

### **« Je ne crois pas à la farce de la reddition contre nourriture »**

Cette délirante dérive a valu à Itratsoa (26 ans), et à sa femme Ivoloazee (22 ans), Imbehosoa (24 ans), Magnambintsoa (23 ans), Mamisoa (48 ans), et à Longomana Benjamin, des coups de crosse de Kalachnikov, dans les côtes, le fémur, les tibias. J'ai été témoin d'une scène similaire lors d'une cérémonie de havoria au lieu dit Marosoritsy, du ressort de la commune rurale de Jafaro. J'ai surpris le lieutenant J..., un betsileo de moins de 30 ans, imbu de sa personne, et sûr de toute impunité, certain d'opérer chez les bêtes et non des hommes. Je l'ai surpris assenant des coups de pieds et des coups de crosse de fusil à un homme d'une quarantaine d'années qu'il accusait d'avoir pris la fuite pendant qu'il défouillait à balles réelles comme un forcené sans distinction aucune sur la foule paniquée et en débandade des « *mpamonjy havoria* ». Apprenant par l'un de ses camarades que j'ai pu au téléobjectif le prendre en photo ainsi que ses camarades, il m'a vainement supplié à genoux de lui remettre la pellicule. Devant mon refus obstiné, il m'a prié, pour justifier son acte, de photographier ses prétendues pièces à conviction, qu'il a prises, des mains du doany Itratsoa d'Andragnanivo (Betaranta) dont : un petit pistolet en bois, des amulettes, et des charmes, contenus dans de cornes de bovidés, des fioles, à ce lot, M. J... a voulu ajouter une lance taillée dans du fer rond de 6, mais je n'avais plus de pellicule argentique ; il a fait des pieds et des mains pour récupérer la pellicule jusqu'à solliciter la médiation des notabilités du lieu. Et lorsqu'il

a appris que trois petits-fils du grand-frère de Latimer Rangers se trouvaient dans les locaux de la gendarmerie d'Antanimora-Sud en instance de déferrement au parquet du tribunal de première instance d'Ambovombe, il s'en était lui-même chargé, avait sollicité le concours de la télévision locale pour en diffuser la photo. Un de ses collègues, estimant que la coupe n'était pas assez pleine, a cru bon de gifler encore les malheureux avant leur embarquement pour Ambovombe, après avoir été internés pendant près de trois semaines (alors que le délai de garde à vue, est de 18 heures) dans le cagibi-cellule de la brigade d'Antanimora-Sud. Pourquoi un si long temps ? Les enquêteurs auraient-ils reçu du procureur une ordonnance ? Rien du tout, répond celui-ci, lequel, à l'analyse, ne paraissait pas être en très bons termes avec le président du tribunal qu'il accuse de tout laisser courir. Le but du déferrement différé n'a rien d'autre secret que de permettre aux familles des détenus de pouvoir vendre des bovidés aux marchés hebdomadaires des jeudi et samedi, ce qui sous-entend que pas mal d'affaires ne parviennent jamais au parquet. Ici, le pauvre, l'analphabète sont aux yeux des gendarmes, sans droit. Et c'est ce que je me suis évertué à expliquer au lieutenant J..., premier adjoint de l'opération coup d'arrêt, lorsque j'ai été témoin de la torture infligée à deux jeunes hommes, sommés de coucher sur le dos. Les bras en croix, à même le sol, et à qui on a enjoint de regarder le soleil dans les yeux, dans cette position, sous une chaleur de plomb, pendant une durée illimitée. Je suis horrifié en entendant les explications éculées que l'on me servait d'une manière désinvolte, comme si le spectacle qui s'offrait à mes yeux, relèvement du domaine de la banalité, ça ne répond qu'ils (les deux jeunes hommes) auraient refusé d'être fouillés, – ou encore, – parce qu'ils n'avaient que leur carte d'identité nationale et que leur carnet de passeport ne portait pas la mention visée par leur président de fokontany, qu'ils devaient se rendre aujourd'hui au marché, an-tsena. Les deux jeunes hommes habitent un fokontany distant de 2 kms du chef-lieu de la commune rurale d'Antanimora-Sud pendant que ces incidents se déroulent au dehors, le brigadier de permanence m'introduisit chez le lieutenant que je trouvai attablé devant un alignement de bouteilles de castel, aux côtés de ses collègues vezo, betsileo, antandroy. Je leur fis part de mon indignation pour la torture infligée aux deux jeunes gens du dehors. Le lieutenant J... prend la parole pour se justifier : « *la vérification d'identité est le seul moyen à notre possession pour connaître si un tel est ou non malaso !* » Ce à quoi je réplique : « *en recourant à la torture de personnes innocentes, qu'en attendez-vous ? Car j'ai la conviction que vous n'oserez y recourir s'il s'agissait de citoyens de Mahasoabe, ou d'Imerintsiatosika : Ici vous vous le permettez parce que toutes les personnes que vous avez arrêtées, pour la plupart ne savent ni lire ni écrire* ». Je sortis, pour ne plus entendre le reste de leur argumentation. C'était comme si ces gendarmes n'étaient pas des enfants de ce pays. Sans vouloir paraphraser G.Bernanos, je dirai avec lui : « Telle est peut-être l'explication surnaturelle de l'extraordinaire résignation des multitudes. Et s'il arrivait par impossible, qu'une dictature impitoyable, servie par une armée de fonctionnaires, d'experts, de statisticiens, s'appuyant eux-mêmes sur des millions de mouchards et de gendarmes, réussissait à tenir en respect, sur tous les points du monde à la fois, les intelligences carnassières, les bêtes féroces et rusées, faites pour le gain, la race d'hommes qui vit de l'homme, car sa perpétuelle convoitise de l'argent n'est sans doute que la forme hypocrite, de l'inavouable faim qui la dévore, le dégoût viendrait vite de l'aurea mediocritas ainsi érigée en règle universelle, et l'on verrait reflourir partout les pauvretés volontaires. Aucune société n'aura raison du pauvre. Les uns vivent de la sottise d'autrui, de sa vanité, de ses vices. Le pauvre, lui, vit de la charité ! Quel mot sublime !...

Georges Bernanos, – Journal d'un curé de campagne, 313 pages, Blon, 1936, 1974

Après tout, ce pays n'en est pas à une farce près : n'a-t-on pas fait endosser la mort du Colonel Richard Ratsimandrava, aux malheureux soldats du GMP Laza Petit Jean, Mara Seta et Zimbo, alors qu'il a été d'une balle de revolver dans son bureau à Anosy-Ampefiloha par un Général quelques heures auparavant, selon Mme Françoise Raison-Jourde, Professeur à l'université de Paris-7, dans son ouvrage intitulé « *Pouvoir et Bible à Madagascar* ». Information qui n'a été jusqu'à présent démentie par aucun de nos dirigeants anciens ou actuels.

« *Il n'y a rien de plus dangereux que l'ignorance agissante, disait Goethe, et rien n'est aussi dangereux que la certitude d'avoir raison* », ajoutait F.Jacob.

A l'atelier destiné à trouver les voies et moyens pour mettre un terme à l'insécurité récurrente dans le Sud, j'espère voir le Premier ministre Kolo Roger donner la parole enfin aux pauvres, aux victimes, à ceux qui souffrent de sévices, de brimades, de tortures. Les fonctionnaires, conseillers, militaires, gendarmes, policiers, se sont arrangés de telle sorte pour leur en barrer la route. Parce que je ne crois pas à la farce de la reddition contre

nourriture. A mon sens, elle relève de toute une mise en scène, et de la bouffonnerie, toute une manœuvre cousue de fil blanc et qui ne trompe que ceux qui ne cherchent pas, comprendre. Il faudrait peut être y croire.

Tant qu'on n'ose pas s'attaquer aux racines du mal, le problème demeure en l'état, car il n'en saurait pas être autrement, et il ne saurait y avoir de vérités moyennes. Car s'il devait y avoir justice, la justice entre les mains des puissants n'est qu'un instrument de gouvernement comme les autres. Pourquoi l'appelle-t-on justice ? Disons plutôt l'injustice, mais calculée, efficace, basée entièrement sur l'expérience effroyable de la résistance du faible, de sa capacité de souffrance, d'humiliation et de malheur. L'injustice maintenue à l'exact degré de tension qu'il faut pour que tournent les rouages de l'immense machine à fabriquer les riches, sans que la chaudière éclate. Toujours Bernanos. Le temps étant l'ennemi de ce qui doit être, espérons que les faits me démentiront.

### ***Latimer Rangers***

© 2014 [Midi Madagasikara](#). All rights reserved.

Address: Làlana Ravoninahitriarivo, BP 1414, Ankorondrano, 101 Antananarivo Telephone: +261 (20) 2269779